

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur

**INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor
(IPEV)**

Objet de la consultation

**Fourniture de matériel pour remplacer le système de sécurité
incendie de la station Concordia**

Consultation n° IPEV_2025_006

**CCAG applicable : marchés publics de fournitures courantes et
services**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2. DÉCOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES	3
1.3. INTERVENANTS	3
1.3.2. TRANSITAIRE.....	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	3
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES.....	3
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	3
2.3. CONFORMITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3. MODALITÉS DE COMMUNICATION	4
ARTICLE 4. PRIX DU MARCHÉ	4
4.1. AVANCE	4
4.2. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	4
4.3. TRANCHE OPTIONNELLE.....	4
4.3.1. INDEMNITÉ DE DÉDIT	4
4.3.2. INDEMNITÉ D'ATTENTE	4
4.4. FORME ET CONTENU DES PRIX	4
4.5. VARIATION DES PRIX	4
4.6. APPLICATION DE LA TVA	5
ARTICLE 5. MODALITÉS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
5.1. MODALITÉS DE FACTURATION	5
5.2. DÉLAI DE PAIEMENT	5
5.3. RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 6. MODALITÉS DE LIVRAISON.....	6
6.1. RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE DE LIVRAISON	6
6.2. BORDEREAU DE LIVRAISON	6
6.3. LIEU DE LIVRAISON	6
ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 8. RECLAMATIONS ET SERVICE APRÈS-VENTE – AIDE À LA MISE EN SERVICE –	
RAPPEL DE PRODUIT	7
8.1. RECLAMATIONS ET SERVICE APRÈS-VENTE	7
8.2. AIDE À LA MISE EN SERVICE.....	7
8.3. RAPPEL DE PRODUIT	7
ARTICLE 9. PÉNALITÉS.....	7
9.1. PÉNALITÉ POUR RETARD	7
9.2. AUTRES PÉNALITÉS	7
9.3. SEUIL D'EXONÉRATION ET PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	7
ARTICLE 10. GARANTIES ET ASSURANCES	8
10.1. GARANTIES.....	8
10.2. ASSURANCES	8
ARTICLE 11. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....	8
ARTICLE 12. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	8
12.1. RÈGLEMENT À L'AMiable	8
12.2. DROIT APPLICABLE.....	8
ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 14. DÉROGATION AU CCAG	9

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Dans le cadre de la modernisation de la station polaire Concordia située en Antarctique, l'Institut polaire français veut procéder à l'acquisition de matériel pour remplacer son système de sécurité incendie.

L'objet de ce marché est donc la fourniture et la livraison de ce matériel.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).

1.2. Décomposition en lots et en tranches

Le marché n'est pas alloté en raison de son caractère homogène.

Le marché est décomposé en deux tranches :

- ✓ Tranche ferme :
 - Etudes d'exécution (art. 6.2.1 du CCTP)
 - Fourniture du matériel (art. 5.1 du CCTP)
 - DOE (art. 6.2.2 du CCTP)
- ✓ Tranche optionnelle n° 1 :
 - Formation du personnel au SSI (art. 4.1.6 du CCTP)
 - Aide à distance pour la mise en service et la programmation (art. 9.2 du CCAP)

1.3. Intervenants

1.3.1. Représentation de l'Acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG FCS, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

1.3.2. Transitaire

L'Acheteur a recours aux services d'un transitaire au Havre. Ses coordonnées sont mentionnées à l'annexe 1 du présent document.

1.3.3. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement le Titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

2.1. Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

2.2. Pièces générales

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante :

[Cahiers des clauses administratives générales et techniques | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#) .

2.3. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3. MODALITES DE COMMUNICATION

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais d'ordres de service qui sont notifiés par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut (PLACE - www.marches-publics.gouv.fr), permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra à l'Acheteur la(les) adresse(s) électronique(s) sur la(les)quelle(s) les ordres de service lui seront adressés.

Article 4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Avance

Sans objet.

4.2. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

4.3. Tranche optionnelle

4.3.1. Indemnité de dédit

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit.

4.3.2. Indemnité d'attente

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente.

4.4. Forme et contenu des prix

Le présent marché est conclu sur la base de prix forfaitaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et intègrent :

- ✓ toutes les taxes, les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- ✓ les garanties
- ✓ les frais de stockage, de transport, de manutention et de livraison (chargement et déchargement compris) des fournitures dans les locaux désignés par l'Acheteur
- ✓ tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché

4.5. Variation des prix

4.5.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

4.5.2. Mode de variation des prix

Les prix sont fermes, actualisables pour ce qui concerne les fournitures.

Les prix de la tranche optionnelle seront révisés à la date d'affermissement de la tranche.

4.5.3. Modalités de calcul de variation des prix

4.5.3.1. Calcul de l'actualisation des prix de la tranche ferme

Les prix des fournitures seront éventuellement actualisés par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times ((60\% \text{ BT } 47_n / \text{BT } 47_0) + (40\% \text{ ICHTrev-TS}_n / \text{ICHTrev-TS}_0))$$

Dans laquelle :

P_0 = prix fixé dans l'offre du titulaire

P_a = prix actualisé

BT_{47_0} : valeur de l'index du bâtiment BT 47 – Electricité – Identifiant 001710979 au mois d'établissement des prix

BT_{47_n} : valeur de l'index de référence (index INSEE 001710979) au moment de l'actualisation

$ICTrev-TS_0$ = valeur de l'index de référence "coût horaire du travail révisé – tous salariés – industries mécaniques et électriques – indice Insee 001565183" au mois d'établissement des prix

$ICTrev-TS_n$ = valeur de l'index de référence (index Insee 001565183) au moment de l'actualisation

4.5.3.2. Calcul de la révision des prix de la tranche optionnelle

Les prix seront révisés à la date d'affermissement de la tranche, par la formule suivante :

$$✓ P = P_0 [0,50 + 0,50 (ING_n / ING_{n0})]$$

dans laquelle :

- ✓ P = prix révisé ;
- ✓ P_0 = prix fixé dans l'offre du titulaire ;
- ✓ ING_n = valeur du dernier indice INSEE Identifiant 001711010¹ publié à la date d'affermissement de la tranche ;
- ✓ ING_{n0} = valeur de l'indice INSEE Identifiant 001711010¹ au mois de remise des offres (M0)

4.5.4. Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités ne sont ni actualisées ni révisées.

4.6. Application de la TVA

Les fournitures étant destinées à l'exportation définitive vers l'Antarctique, les prix seront exonérés de T.V.A.

Article 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES

5.1. Modalités de facturation

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

Le Titulaire présentera une demande de paiement après la réception des fournitures par le transitaire de l'Acheteur au Havre.

La demande de paiement comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro et la date d'émission de la facture ;
- ✓ la désignation des produits livrés et la quantité livrée ;
- ✓ le prix HT de chaque produit.
- ✓ le poids et les dimensions du produit ;
- ✓ la station de destination ;
- ✓ le n° EORI du fournisseur ;
- ✓ La mention : **Matériel destiné à l'exportation définitive – Destination finale : Terre Adélie - ANTARCTIQUE.**

5.2. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de

¹ (origine : www.indices.insee.fr)

réception des demandes de paiement sur Chorus.

5.3. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 6. MODALITES DE LIVRAISON

6.1. Responsabilités du titulaire de livraison

Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits jusqu'au lieu de livraison, au Havre.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire. Le titulaire veillera à s'assurer contre tous les risques liés à ces opérations.

Les heures et jours d'ouverture des établissements devront être respectés sous peine pour les livreurs de se voir refuser l'accès aux locaux et la livraison refusée, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. A ce titre, le Titulaire contactera l'Acheteur ou son transitaire pour convenir de la date et l'horaire de livraison.

Le Titulaire doit s'assurer que le prestataire chargé du transport dispose des moyens matériels et humains nécessaires à la livraison jusqu'aux lieux indiqués. Il doit informer son transporteur des contraintes d'accès pour chaque lieu de livraison afin qu'il puisse utiliser le véhicule ou les moyens adaptés. Le Titulaire fera son affaire de tout litige avec le transporteur.

Dans le cas où le transporteur serait dans l'incapacité de procéder au déchargement des fournitures, la prestation ne sera pas acceptée. Cette dernière devra faire l'objet d'une nouvelle livraison, au frais du titulaire, dans un délai convenu entre l'Acheteur et le titulaire.

6.2. Bordereau de livraison

Toutes les livraisons devront comporter un bordereau de livraison faisant référence au marché. Le bordereau de livraison sera remis en main propre à l'Acheteur ou son transitaire et précisera à minima :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la désignation des produits livrés et la quantité livrée ;
- ✓ le poids de chaque colis ;
- ✓ les dimensions de chaque colis.

En l'absence de ce bordereau de livraison, l'Acheteur se réserve le droit de rejeter la livraison.

6.3. Lieu de livraison

ENTREPOT AU HAVRE
SD'LOG – BATIMENT B
Parc logistique du Pont de Normandie,
Port 4939,
76 430 OUDALLE – France

Article 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur réalisera les opérations de vérification dans les locaux du titulaire, lorsque ce dernier l'informerait que la totalité des fournitures est prête à être vérifiée.

De plus, l'Acheteur se réserve le droit de venir vérifier la bonne exécution du marché (notamment l'emportage) dans les locaux du titulaire. A cet effet, le titulaire se chargera de réaliser toutes les formalités nécessaires pour accueillir le personnel de l'Institut.

L'admission des prestations sera prononcée à la réception des fournitures par le transitaire de l'Acheteur, au Havre, dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG de référence.

Article 8. RECLAMATIONS ET SERVICE APRES-VENTE – AIDE A LA MISE EN SERVICE – RAPPEL DE PRODUIT

8.1. Réclamations et service après-vente

Le titulaire assure la gestion des réclamations (article manquant, erreur de référence, erreur d'adresse de livraison, retard ou sinistre lors du transport...) et de service après-vente. Les dispositions sont décrites dans l'offre du titulaire.

Le titulaire prend en charge tous les échanges et effectue toutes les relances nécessaires auprès des fabricants et des transporteurs jusqu'à la complète résolution de la réclamation ou demande de SAV.

En cas d'article sous garantie défectueux ou en panne, l'Acheteur effectue une réclamation afin d'en obtenir l'échange ou le remboursement. Le titulaire met en œuvre les moyens nécessaires et agit, si besoin, directement auprès des fabricants. Il propose à l'Acheteur les meilleures solutions d'échange. Le titulaire en supporte l'ensemble des frais, notamment de retour de l'article défectueux.

En cas de sinistre lors du transport, le titulaire en gère tous les aspects avec les transporteurs. Il supporte l'ensemble des coûts de fourniture et livraison des articles concernés.

8.2. Aide à la mise en service

Le titulaire devra, au titre du marché, assister l'Acheteur durant les phases de programmation et de mise en service du système SSI. Cette assistance sera réalisée par téléphone ou visioconférence.

Le titulaire devra être en mesure de répondre aux sollicitations de l'Acheteur, malgré le décalage horaire (+ 9h / fuseau Paris).

Le titulaire précisera dans son offre les modalités mises en place pour répondre à ce besoin.

8.3. Rappel de produit

Lorsqu'un produit, après avoir été vendu, est reconnu par son fabricant comme étant défectueux ou présentant des risques pour la santé ou la sécurité des personnes, il fait l'objet d'un rappel.

Le titulaire assure à ses frais l'ensemble des opérations relevant d'un rappel de produit, notamment le remplacement par un produit de caractéristiques au moins équivalentes à celles du produit remplacé, sa livraison et la reprise du produit remplacé.

La livraison est opérée selon les termes du présent marché.

Article 9. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

9.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
Retard de livraison	100 € / jour de retard

9.2. Autres pénalités

Objet	Pénalité
Manquement aux obligations des articles 7.3, 9.1 et 9.3	100 € par constatation

9.3. Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération. Les pénalités sont plafonnées à 20 % du montant HT de la tranche considérée.

Article 10. GARANTIES ET ASSURANCES

10.1. Garanties

Les stipulations de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent.

Cette garantie, prévue au CCAG de référence, s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par un article identique par le titulaire dans un délai convenu entre les parties, et les frais de port sont à la charge du titulaire.

10.2. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'Acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire après mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article 11. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte.

Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le titulaire du marché.

Article 12. DIFFERENDS ET LITIGES

12.1. Règlement à l'amiable

L'Acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

12.2. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Article 13. RESILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du CCAG FCS sont applicables.

Article 14. DEROGATION AU CCAG

L'article du CCP	déroge à l'article du CCAG FCS
2	4.1
10.1	14.1.1
10.3	14.1.3
11.2	9

ANNEXE 1 : COORDONNEES DU TRANSITAIRE

ENTREPOT AU HAVRE

SD'LOG – BATIMENT B

Parc logistique du Pont de Normandie,

Port 4939,

76 430 OUDALLE

FRANCE

Horaires de réception : 8H – 15H30 tous les jours

Contact pour prise de rdv : ReceptionBatB@sdlog.com + logistiqueimportslog@seafrigo.com

Tel : 02 35 24 75 00